

« La Fabrique des barbouzes » : Brazzaville, base arrière de l'Abako

Jean-Pierre Bat

Le Monde, 16 mars 2015

Toute cette semaine, « Le Monde Afrique » publie en exclusivité des bonnes feuilles du livre « La Fabrique des barbouzes ». Deuxième extrait à Brazzaville où l'abbé Fulbert Youlou s'immisce dans les affaires de l'autre côté du fleuve Congo.



Photographie non datée de l'abbé Fulbert Youlou. AFP

menées de l'abbé dans la colonie belge.

Son principe initial d'ingérence est fort simple : adoptant une lecture ethnique des formations politiques, le premier ministre congolais se rapproche très naturellement de Joseph Kasavubu [premier président du Congo-Kinshasa, de 1960 à 1965] et de son mouvement, l'Abako, dès 1958 [L'Alliance des Bakongo (Abako) est une association culturelle interdite par les autorités belges. M.Kasavubu sera arrêté et transféré en Belgique en janvier 1959].

Du reste, l'engagement idéologique du Mouvement national congolais (MNC) de Patrice Lumumba joue comme un facteur supplémentaire pour choisir le parti indépendantiste adverse. En 1959, Youlou décide donc de se faire le parrain politique de l'Abako, et ambitionne par ce biais de jouer un rôle dans l'évolution politique.

L'abbé Fulbert, médiateur du conflit congolais

L'abbé Fulbert Youlou décide de mettre un peu plus d'ordre dans la gestion de ce dossier, qu'il reprend personnellement en main à la fin de l'année 1959, voyant Lumumba gagner du terrain.

Les rapports s'accroissent tout spécialement entre l'abbé Fulbert et Kasavubu (secondé dans cette mission par André Kanza, vice-président de son mouvement), entre les mois de novembre et décembre 1959 à la suite des élections et de la victoire du MNC de Lumumba. Brazzaville devient une seconde base pour l'Abako et Kasavubu, plus sûre encore que Léopoldville.

À Brazzaville, l'abbé Fulbert garantit la sécurité des rencontres, sa médiation en faveur de l'ABAKO et une aide matérielle pour l'action du mouvement nationaliste. Le Budes [le service de renseignement de la République congolaise établi par des « barbouzes » françaises] prend une part active dans cette affaire.

En vue de proclamer unilatéralement l'indépendance du Congo au 1er janvier 1960, l'Abako demande à Youlou l'asile pour un « gouvernement provisoire ». Cette question est l'objet d'une longue palabre, négociée par Kasavubu et Youlou. L'abbé Fulbert devient (enfin) ce médiateur qu'il rêvait d'être dans le conflit congolais. Il finit par convaincre Kasavubu de n'en rien faire, car ce serait abandonner le territoire congolais au seul Lumumba, avant même l'indépendance.



Le président de la République démocratique du Congo, Joseph Kasavubu, et son ministre des affaires étrangères, Justin Bomboko, à Orly le 7 novembre 1960. AFP

Brazzaville, capitale d'une grande fédération congolaise ?

Force est de reconnaître que, en 1960, personne (Jacques Foccart au premier chef) ne prend au sérieux les ambitions du Quai d'Orsay de préemption française sur le Congo belge selon les accords de 1884 et 1908. Foccart décide en réalité de mener sa politique depuis Brazzaville. Pour mener à bien une politique de sécurité dans la zone, il convient de s'appuyer sur des conceptions extrêmement pragmatiques.

Avec le coup de filet anticommuniste du 10 mai 1960, l'abbé a montré sa détermination à faire de son territoire le bastion occidental contre le communisme en Afrique.

Aux vues bantou qui animent les volontés d'ingérence de l'abbé Fulbert au Congo belge, une dimension supplémentaire vient se superposer : la décolonisation de la plus grande colonie d'Afrique centrale devient le point de

fixation de la guerre froide. De manière plus ou moins organisée, les différentes puissances commencent à investir le Congo belge. De sorte que, à tort ou à raison, Lumumba et son MNC sont considérés comme des « portes d'entrée » des forces communistes en Afrique centrale.

Dans l'entourage politique de l'abbé, un homme est tout à fait convaincu que se joue entre les deux Congo une manche essentielle de la guerre froide : Charles Delarue [ancien officier français des Renseignements généraux chargé par l'abbé Fulbert de constituer son service de renseignement, le Budes].

Or, avec le coup de filet anticommuniste du 10 mai 1960, l'abbé a montré sa détermination (appréciée tant à Paris qu'au RDA) à faire de son territoire le bastion occidental contre le communisme en Afrique. C'est dans ce contexte général que Youlou développe plus avant ses premières thèses pour le Congo belge.

Conseillé par Charles Delarue, alias « Monsieur Charles », l'abbé Fulbert imagine une formule géopolitique pour le bassin du Congo qui mélange ses conceptions bantou et les objectifs de lutte anticommuniste. Lumumba, de son côté, a commencé à faire monter la pression dès le mois de mars 1960, en déclarant que le « grand Congo » serait prêt à accueillir ses frères des Républiques centrafricaine et congolaise. Si l'affaire en reste là, Youlou est pleinement conscient que ses vues politiques dans la zone vont être sérieusement compromises par l'érection du « grand Congo » outre-Pool.

L'abbé Fulbert s'inspire des thèses de la balkanisation d'Houphouët-Boigny et de l'expérience avortée de l'Union des Républiques d'Afrique centrale (l'alliance des quatre Etats issus de l'AEF) pour développer sa stratégie au Congo belge : il s'agit de faire implorer ce grand ensemble, pour promouvoir ensuite une fédération entre des entités plus petites qui en seraient nées. Naturellement, il se réserve le rôle d'arbitre, sinon de président, de cette fédération, dans laquelle le Congo Brazzaville jouerait le rôle de leader.

L'abbé Fulbert s'inspire des thèses de la balkanisation d'Houphouët-Boigny et de l'expérience avortée de l'Union des Républiques d'Afrique centrale pour développer sa stratégie au Congo belge.

Il décide de constituer une alliance la plus large possible contre Lumumba, constitué des forces nationalistes modérées, où qu'elles se trouvent sur l'échiquier politique congolais. Le 21 mai 1960, il invite au palais de Brazzaville Joseph Kasavubu (Abako), Rémy Mwamba, (BalubaKat), Kalondji (MNC Kasai), Pierre Nyamgwile (Kasai, sympathisant MNC) et Paul Bolya (président général du Parti national pour le Progrès, PNP). Le champagne est débouché en leur honneur.



Le président Joseph Kasavubu accorde une conférence de presse le 21 juin 1960 pour annoncer la formation d'un gouvernement d'union nationale. AFP

Ils sont ensuite reçus par Delarue, en sa qualité de conseiller politique de Youlou. Ce dernier propose un projet politique d'union de type fédéral qui se baserait sur six ministères forts, secondés par un certain nombre de secrétariats d'État à déterminer pour constituer un pouvoir fédéral.

L'ensemble des États partenaires se regrouperait dans l'Ufac : l'Union fédérale d'Afrique centrale. Si rien n'est décidé à la sortie de la réunion, cette rencontre traduit les possibles alliances entre l'Abako, les nationalistes modérés et les PNP pour faire échec à Lumumba, dont les liens avec Conakry (Sékou Touré) et Accra (Kwame N'Krumah) inquiètent de plus en plus.

« Monsieur Jean » entre en scène

Le 30 juin 1960 est proclamée l'indépendance du Congo... sans que les plans de Youlou ne soient plus avancés outre-Pool. Si Kasavubu devient président de la République, c'est Lumumba, en qualité de premier ministre, qui

concentre le pouvoir et s'impose comme l'homme fort du pays.

Loin d'abandonner sa ligne de conduite, l'abbé entend redoubler d'efforts en travaillant Kasavubu. À Paris, les initiatives politiques de Youlou sont particulièrement appréciées, car Jacques Foccart partage la conviction que la France doit jouer un rôle – certes indirect – dans le Congo Léopoldville.

Entre le mois de mai et de juillet 1960, les rapports informels entre Paris et Brazzaville se multiplient : plus exactement, Jean Mauriceau-Beaupré, chargé de mission du secrétariat général de la Communauté et collaborateur de choc de Jacques Foccart, entretient des contacts très serrés avec son « correspondant » désigné par son initiale D.

Derrière cette initiale se cache (si peu) « Monsieur Charles ». La note de Mauriceau à Foccart, datée du 13 mai 1960, est intégralement consacrée à Delarue. Loin d'être un inconnu aux oreilles de Foccart, qui se garde bien de l'admettre, « Monsieur Charles » fréquente depuis la IV^e République des personnalités des cercles d'action gaullistes : Michel Debré, le colonel Battesti, Pierre Debizet et un certain Mauriceau connu en Afrique sous le nom de « Monsieur Jean ».

Constantin Melnik, conseiller de Michel Debré à Matignon pour le renseignement, invite toutefois Mauriceau à une certaine prudence dans ses rapports avec Delarue. Les mots de conclusion de la note de Mauriceau du 13 mai 1960 (trois jours après le coup de filet anticommuniste à Brazzaville) illustrent de manière claire les relations entretenues avec Delarue : « Il doit être utilisable – avec précautions. Nos rapports sont excellents et je pourrais le cas échéant l'entreprendre sur tel ou tel sujet, si vous le jugez nécessaire. Je suis en tout cas persuadé que c'est un monsieur dont vous entendrez parler. Peut-être pas de lui-même – car il a, à juste raison (et pour causes, aussi...) le goût de l'ombre (comme moi, mais avec des raisons différentes) – mais en tout cas du résultat de ses efforts, car il est efficace. »

En juin 1960, une rencontre, attestée par une filature de la préfecture de police, est avérée en juin 1960 entre Delarue et Debizet à Paris au café Solférino sur le boulevard Saint-Germain, à deux pas du siège du RPF (Rassemblement du peuple français). Il est également permis d'avancer l'hypothèse que Delarue a rencontré Mauriceau lors de ce séjour parisien.

Au début du mois de juillet 1960, revenu à Brazzaville, Delarue adopte dans ses échanges avec Mauriceau un ton plus alarmant, juste après l'indépendance du Congo Léopoldville : la dégradation de la situation politique fait redouter une contagion pour le pré carré français, à commencer par le Congo Brazzaville.



Jean Mauricheau-Beaupré, chargé de mission du secrétariat général de la Communauté et collaborateur de choc de Jacques Foccart, ici avec Moïse Tshombé. ARCHIVES PERSONNELLES / JP BAT

Mauricheau-Beaupré concentre son attention sur le dossier congolais. Dès le 8 juillet 1960, il écrit à Foccart : « Les choses étant ce qu'elles sont aujourd'hui, il semble que nous allons vers des événements sanglants – et que c'est à peu près inévitable. Ce serait le moment d'avoir des moyens sur place, et seulement des moyens (pas des troupes) – parce que je crois que notre ligne de conduite actuelle doit être de trouver des “relais”, afin que ce ne soit pas la France elle-même qui agisse directement. »

De fait, le calendrier de la décolonisation du Congo belge s'est rapidement précipité. Une mutinerie de la Force publique éclate la nuit du 5 juillet 1960 à Thysville et Léopoldville. Cette dégradation de la situation est suivie d'une réaction militaire de l'ancien colonisateur belge.

Dans la foulée de son appel à l'ONU, Lumumba fait également appel à l'URSS, considérant que les puissances occidentales couvrent le coup de force belge au Katanga. C'est là sa principale faute aux yeux du camp anticommuniste.



Le secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, sur le tarmac de l'aéroport d'Élisabethville [devenue Lubumbashi], la capitale du Katanga, où il est reçu par Moïse Tshombé. AFP

Le 11 juillet 1960, la riche province minière du Katanga (poumon économique du Congo, surnommé le « scandale géologique », qui plonge ses sous-sols dans la Copperbelt africaine) a fait sécession et proclamé unilatéralement son indépendance sous la conduite du docteur Moïse Tshombé, soutenu par des troupes belges, l'Union minière du Haut Katanga (UMHK) et la Société générale belge.

Le 12 juillet 1960, le premier ministre Patrice Lumumba en appelle à l'ONU. Les 13 et 14 juillet 1960, à la demande du secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, le Conseil de sécurité se réunit pour traiter de la question congolaise : une intervention de l'ONU au Congo est décidée quinze jours à peine après la proclamation de l'indépendance. Le bras de fer commence entre Léopoldville [devenue Kinshasa] et Élisabethville [devenue Lubumbashi], la capitale du Katanga.

Mais dans la foulée de son appel à l'ONU, Lumumba fait également appel à l'URSS, considérant que les puissances occidentales couvrent le coup de force belge au Katanga. C'est là sa principale faute aux yeux du camp anticommuniste : par ce geste, il aurait ouvert les portes de l'Afrique centrale à l'est. Dès lors, il est désigné comme l'ennemi, aussi bien par les Belges pro-katangais que par les Américains qui voient l'ouverture d'un nouveau front de la guerre froide.

Dulles, directeur de la CIA, aurait qualifié Lumumba de « Castro en pire ». Loin de s'améliorer avec la création de la mission de l'ONU, la situation congolaise se dégrade un peu plus durant l'été. Le 8 août 1960, c'est l'Etat minier du Sud-Kasaï qui fait à son tour sécession et proclame unilatéralement son indépendance par la voix d'Albert Kalondji, ancien leader du MNC. La jeune République congolaise, en cours d'implosion, devient l'exutoire de la guerre froide en Afrique.

Jean-Pierre Bat est historien (agrégé et docteur en histoire de l'université Paris I Panthéon Sorbonne) et archiviste-paléographe (École nationale des chartes). Membre de l'Institut des mondes africains (CNRS), il est également chargé d'études aux Archives nationales, en charge du « Fonds Foccart ».

Jean-Pierre Bat